

CONCOURS EXTERNE D'INGENIEUR EN CHEF TERRITORIAL - SESSION 2025

Composition : Les démocraties modernes ont-elles encore les moyens de résister aux périls qui les menacent ?

Au sortir de la Guerre Froide, Francis Fukuyama a réactualisé la vieille thèse hégélienne de la fin de l'Histoire : la société démocratique occidentale est l'idéal vers lequel toutes les nations sont destinées à aller au bénéfice d'un progrès économique et social. Pourtant le XXI^e siècle montre certaines nations refuser cette voie ou rebrousser chemin (Chine, Turquie, Hongrie, Russie, voire dans une certaine mesure les Etats-Unis). En effet, l'idée germe que des systèmes plus autoritaires sont davantage capables de faire face aux multiples défis contemporains : transition écologique, retour des guerres économiques et militaires. Par exemple, la Russie démontre sa résilience économique et sa puissance militaire dans la guerre d'Ukraine, la Chine sa capacité à tenir une politique ambitieuse des énergies renouvelables.

La question ici posée ne porte pas sur les atouts et faiblesses de la France, ou de n'importe quel autre pays mais elle porte sur un problème de régime : autrement dit, est-ce que la démocratie est mieux capable ou non de fédérer les forces qui la composent dans une perspective collectivement partagée ? Par démocratie moderne, nous entendons ici un système politique où la souveraineté appartient au peuple qui l'exerce par l'intermédiaire de représentants ; en effet, ce dernier point est aussi la conséquence de l'idéal moderne de l'Etat-Nation, supposant une population importante. A cela, il faut ajouter que les démocraties modernes supposent, au-delà de la représentation, un espace public permettant la constitution d'un débat public afin de faire émerger une volonté générale connue et partagée.

En somme, le problème qui se pose à nous est le suivant : dans le contexte actuel, un régime politique fondé sur le débat public et le consentement des sujets est-il, ou non, d'avantage capable de fédérer l'action de tous qu'un régime autoritaire ? Autrement dit est-il plus puissant ?

Le fil de notre réflexion porte donc sur la question du régime d'abord, qui sera étudiée à l'aune des crises actuelles. Pour ce faire, nous verrons d'abord les difficultés à organiser un débat public dans un contexte complexe, puis en quoi ces difficultés se comprennent aussi par une méfiance historique à l'égard des démocraties, pour, enfin, proposer notre thèse : les démocraties modernes ont les moyens de résister aux périls qui les menacent à condition de rester fidèle à leur essence.

I - Organiser le débat public dans un environnement complexe : un défi pour les démocraties.

Il s'agit ici de faire un diagnostic des difficultés autour de deux grands thèmes : l'accès à l'information, l'existence d'un espace public de discussion.

I.A. Un monde en crises

L'idée de crise climatique ne signifie pas que la planète aurait brutalement changer de lois naturelles, mais que nous reconnaissons un décalage entre notre manière d'habiter la Terre et la soutenabilité de cette existence : il n'y aura pas de croissance infinie dans un monde fini. Autrement dit, l'idée de crise signifie un décalage entre notre vision du monde et sa réalité. De même, on pourrait penser que la faiblesse européenne peut provenir d'une mécompréhension des motivations russes quant à la guerre en Ukraine, ou américaines quant à la crise des tarifs douaniers. En Effet, il ne peut y avoir une action publique efficace que basée sur des informations rendant compte du réel.

Or nous constatons une fragmentation de l'espace médiatique chargée de ce travail d'information, notamment à la suite du COVID, mais aussi après de nombreuses années de remise en question de la réalité du changement climatique.

Ainsi, la liberté d'expression ouvre la voie aux « fake news », au complotisme, et conduit à inscrire les citoyens dans des mondes fermés, hermétiques les uns aux autres, voire hostiles entre eux. Sans vision partagée du réel, ce qu'Arendt appelait le sens commun, il ne peut pas y avoir d'action collective.

I.B. Le risque du sectarisme

Nous souhaitons prolonger la réflexion précédente par cette remarque : le fondement de la division de l'espace social n'est pas un simple hasard mais reflète aussi des réalités économiques et culturelles.

Nous pourrions évoquer les tensions pour motifs religieux, ou bien encore les divisions dues aux inégalités sociales. En effet, nous partageons sans doute collectivement l'idée qu'il faut une production industrielle et agricole locale, de qualité, et socialement responsable. Or la question se pose du coût d'une telle transition, et on a, par exemple, vu la marque chinoise de prêt-à-porter SHEIN critiquer l'action du gouvernement qui priverait les citoyens modestes d'un accès à la mode, paralysant ainsi l'action publique.

I.C. Le repli vers le domaine privé

L'existence d'un espace public de discussion est une nécessité existentielle pour les démocraties : si elle est déjà mise à mal, comme nous l'avons vu, par la fragmentation des visions du monde, elle s'explique par d'autres raisons plus profondes.

Par opposition aux démocraties antiques où la communauté est privilégiée face à l'individu, nous mettons aujourd'hui plutôt l'accent sur les libertés individuelles et la recherche personnelle de bien-être (constitutionnalisée aux Etats-Unis : le droit de poursuivre le bonheur). Or, cela mène naturellement à un repli sur la sphère privée (la famille, le travail). Cette situation semble aggravée par la compétition économique internationale qui pousse les Etats à augmenter le temps de travail, et donc diminuer la disponibilité pour l'action publique des citoyens, qui perd alors de sa pertinence dans un tel contexte. Ce repli peut également avoir pour cause la « professionnalisation » de l'exercice de fonction politique : l'élu est vu comme un prestataire de services et non comme celui qui doit proposer une vision commune et orienter l'action collective en conséquence. Une telle mécompréhension peut, à elle seule, faire perdre de vue l'intérêt même de la démocratie. Il s'agit, sans doute, d'une contradiction inhérente à la démocratie moderne dans la mesure où, comme l'a montré le sociologue Max Weber dans Le savant et le politique, la rémunération des fonctions publiques est la condition pour qu'elles ne soient pas confisquées par une minorité riche qui servirait alors ses propres intérêts particuliers.

Face à un tel constat, devant les défis de ce siècle, nous pourrions être conduit à penser qu'il faudrait renoncer au système démocratique pour se sauver grâce à une action plus efficace.

Or, ce serait supposer que nous aurions atteint déjà l'idéal de la démocratie qui se serait révélé impuissant. Nous allons, plutôt, par une approche plus historique, montrer que nos régimes politiques se sont constitués malgré une forme de réticence contre la démocratie.

II - Une défiance historique face à l'idéal démocratique.

La réflexion de la présente partie doit être mise dans la perspective de la question suivante qui sera approfondie dans la dernière grande partie : les difficultés démocratiques viennent-elles d'un excès ou d'un défaut de démocratie ?

II.A. Le conflit entre philosophie politique et démocratie.

On présente souvent l'héritage de l'Athènes classique (V-IV^e avant JC) comme constitué de la philosophie et de la démocratie. Or ce serait, dit ainsi, manquer le fait suivant : philosophie et démocratie sont d'abord rentrées en conflit.

Ce conflit est classiquement illustré par la condamnation à mort de Socrate pour impiété et corruption de la jeunesse. Pour approfondir ce conflit, nous pouvons nous tourner vers la République de Platon (début du IV^e siècle av. JC) : Platon y fait un inventaire des régimes politiques en les classant du meilleur au pire, où la démocratie occupe la dernière place avec la tyrannie. Cette thèse s'explique par le fait que le pouvoir doit revenir à ceux qui savent, savoir théorique et pratique qui permet à ces fameux gardiens de diriger la cité avec leur raison, face à un peuple qui serait d'abord dirigé par ses passions ; et donc naturellement faible.

Cette vision technocratique (comme on dirait de nos jours) du pouvoir a une importante influence dans la pensée politique classique, dont la principale question restera celle du meilleur régime ; ce à quoi la démocratie n'est pas apparue comme une réponse pertinente (citons par exemple Thomas d'Aquin privilégiant encore la monarchie dans De la royauté au XIII^e siècle).

Même Tocqueville, un des théoriciens modernes de la démocratie, mettait en garde contre les dangers des passions des masses risquant de perturber l'ordre social (De la démocratie en Amérique, milieu du XIX^e siècle).

Ainsi, c'est dans ce contexte historique et intellectuel qu'il faut analyser l'émergence des sociétés démocratiques, poussée, du reste, par la sécularisation de l'idéal chrétien d'égalité universelle des êtres humains.

II.B. Une organisation institutionnelle en recherche d'équilibre.

Pour évoquer l'idéal démocratique, Rousseau est souvent retenu : dans Le Contrat Social (XVIII^e siècle) il défend l'idée d'une souveraineté populaire où le principal pouvoir est la pouvoir législatif exercé directement par le peuple via des assemblées populaires. Or, la souveraineté en France, est nationale selon une conception développée par l'Abbé Sieyès durant la Révolution Française de 1789. S'il y a un enjeu de réalisme (comment consulter des millions de citoyens ?), il faudrait aussi y voir l'inspiration de Montesquieu qui réfléchit, non pas en termes de souveraineté comme Rousseau ou encore Hobbes, mais en termes, plus pragmatiques, d'équilibre des pouvoirs en vue d'une garantie de la stabilité sociale, qu'aucun parti ne soit en mesure de prendre trop de pouvoir.

Si cette perspective est pleinement justifiée dans un souci d'équilibre des pouvoirs et de paix sociale, il faut néanmoins garder à l'esprit que la stabilité sociale est fonction, non pas d'abord de justice sociale, mais des forces en présence.

Ainsi, les démocraties européennes naissantes du XIX^e siècle ont très bien pu s'accommoder de l'existence très précaires des classes ouvrières.

Cette réflexion historique nous permet de penser les crises institutionnelles actuelles. En effet, notre problème est celui de la capacité de nos institutions à générer des actions publiques où les citoyens se sentent représentés, ce qui suppose une certaine plasticité des institutions pour accompagner les changements sociaux dans un souci de meilleure représentativité.

Cette exigence de la démocratie ne doit pas être vue comme un défaut. C'est dans cette perspective que peuvent être pensées les mutations de l'organisation des collectivités territoriales : quel est l'échelon le plus adéquat pour mener à bien telle compétence ? Autrement dit à partir de quel ensemble de citoyens faut-il penser telle action publique ?

Cette perspective historique nous conduit donc à dépasser l'opinion qui voudrait que les difficultés des démocraties connaissent face aux périls actuels soit dû à l'idéal démocratique lui-même, source soi-disant de bavardages stériles et d'impuissance.

Nous chercherons donc à justifier dans la dernière partie que c'est peut-être en persévérant dans la démocratie que nous trouverons notre salut, selon les mots du poète romantique allemand Hölderlin : « là où croît le danger, croît aussi ce qui sauve » (Cadmos).

III - Croire au débat public et en l'intelligence collective.

III.A. La fragilité des autocraties.

L'autoritarisme peut donner l'illusion d'une capacité à faire obéir les citoyens. Mais cette obéissance repose sur la violence. Or, comme l'a montré Hannah Arendt, dans son essai De la violence (milieu XX^e siècle), la violence est un mode de relation anti-politique par excellence dans la mesure où elle nie, d'une part, la nature politique des individus, d'autre part, se privant de l'échange rationnel, une politique par la violence ne maîtrise pas les conséquences de ses actes en s'engageant dans un rapport de force avec la population. Or cette absence de contrôle signe bien une faiblesse du pouvoir. On pourrait prendre pour exemple de l'Histoire de l'Amérique du Sud du XX^e siècle qui a vu s'effondrer toutes les dictatures (Brésil, Argentine, Chili, etc).

S'il y a, sans doute, un enjeu autour du rapport à la vérité dans les démocraties, les régimes autoritaires semblent davantage touchés dans la mesure où le pouvoir tend à ne retenir pour vrai que ce qui peut le maintenir, c'est-à-dire ce qui correspond à sa vision du monde. Ainsi, on a vu le Brésil dans les années 2010 se désengager de la lutte contre la déforestation avec l'élection de Jair Bolsonaro, pour ne s'y réengager qu'avec la présidence plus libérale (au sens politique du terme) de Lula.

Enfin, pour revenir à la nature politique et sociale de l'être l'humain : c'est là une vieille intuition (on pourra citer la définition de l'humain comme *zoom politikon*, animal politique, par Aristote) confirmée par les études sociologiques du XX^e siècle à partir de l'Essai sur le don de Marcel Mauss. Nous nous épanouissons davantage dans la coopération que dans le conflit et la violence. Pourquoi cette réalité anthropologique ne devrait-elle pas définir le régime politique le plus efficace ?

III.B. Les exigences démocratiques sont une opportunité pour la puissance publique.

Pour faire face aux périls contemporains, il ne peut y avoir de salut que si l'engagement des citoyens est concerté et entier. Nous avons essayé d'expliquer en quoi la voie de la violence et de l'autoritarisme ne peut être qu'un échec pour fédérer la société. Voyons à présent en quoi la démocratie est porteuse de solutions.

Réussir la transition écologique suppose une transformation de nos habitudes et de nos modes de consommation : maîtriser les enjeux du tri, savoir choisir des matériaux et de l'alimentation selon leur soutenabilité, repenser l'usage de ses objets en s'orientant vers la réparation et le emploi, etc. : autant de pistes qui nécessitent une intelligence collective qui ne peut advenir que dans la mesure où les citoyens se saisissent de ces possibilités et les développent. Ce qui suppose la possibilité de s'associer, d'échanger des informations, le tout à partir d'une culture commune. L'objectif politique d'amener toute une génération au niveau du baccalauréat peut être critiqué mais il témoigne du refus de considérer les jeunes générations uniquement comme un potentiel d'agents économiques en devenir, ce qui aurait pour conséquence de les désolidariser de l'idée d'un intérêt général.

Ainsi, au niveau économique, c'est davantage le niveau d'éducation que la masse de travailleurs qui fait une puissance économique. On pourrait ainsi opposer l'économie japonaise à celle de l'Inde dont la démographie devient un danger pour ce pays dans la mesure où l'excédent de travailleurs dû à l'augmentation importante de la natalité à la fin du XX^e siècle n'a pas été converti en avantage économique et pose la question du vieillissement de cette génération.

Enfin, sur la question militaire, même si les démocraties européennes peinent à parler d'une voix, elles ne sont pas sans ressources économiques et technologiques. Comment, du reste, s'engager dans un conflit sans le soutien populaire ? L'empire russe a chuté en 1917 durant la Première Guerre Mondiale à cause d'une révolution intérieure, serait-il si improbable que le pouvoir actuel russe soit lui-même déstabilisé par des mouvements populaires ?

En conclusion, nous avons tenté de montrer que, devant la question de la pertinence du régime face aux crises actuelles, les démocraties modernes, fondées sur la pertinence des libertés individuelles et d'un débat public pour une action publique juste et efficace, faisaient certes face à des difficultés liées à l'accès à l'information, au repli des individus sur leur sphère privée.

Mais pour autant, nous avons tenté de justifier par une analyse de l'émergence de l'idée de démocratie dans l'histoire des idées et une critique des régimes autocratiques et autoritaires, que c'est peut-être en poursuivant l'idéal démocratique plutôt qu'en y renonçant que les démocraties modernes offriront aux peuples une société vivable et heureuse.

En guise d'ouverture, cette conclusion nous éclaire également sur la place de l'ingénieur, et de manière générale, du fonctionnaire dans le débat public : éclairer la prise de décisions, que ce soit celles des élus ou des citoyens lors de réunions publiques, de façon neutre et impartiale, organiser et promouvoir la réflexion à l'intérieur des services afin de construire une intelligence collective plutôt que de chercher à imposer certaines solutions techniques ou organisationnelles.